

c o n f i d e n t i e l

R A P P O R T F I N A L

DE MA MISSION DE CHEF DE LA DELEGATION SUISSE A LA COMMISSION DES PAYS NEUTRES
DE SURVEILLANCE DE L'ARMISTICE EN COREE, DU 7 AOUT 1987 AU 13 SEPTEMBRE 1990

* * * * *

Dans les pages qui suivent, je ne reviendrai pas sur le contexte historique de notre action au sein de la Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC), ni sur les développements antérieurs à mon arrivée à Panmunjom, ces thèmes ayant été abondamment décrits dans les rapports finals de mes prédécesseurs, auxquels je vous prie de vous référer.

Si la situation paraît toujours aussi figée dans la péninsule coréenne, quelques éléments fondamentaux du jeu des parties en présence ont cependant évolué de façon significative au cours des trois dernières années ou bien sont en passe de le faire dans un avenir sans doute pas trop éloigné, c'est pourquoi je tente, dans une première partie, de faire le point de la situation en regard de ces changements, d'évaluer le rôle de la NNSC dans le cadre actuel de son action et de formuler quelques réflexions quant à l'avenir. La deuxième partie de ce rapport est consacrée à des questions relatives au personnel de ma délégation, ainsi qu'à certains aspects matériels.

* * *

P R E M I E R E P A R T I E

1. EVOLUTION DE LA SITUATION DANS LA PENINSULE

En Corée du Sud, la période considérée a été marquée par un effort certain de libéralisation de la société et des institutions depuis l'élection du président Roh Tae Woo (avec 37% des suffrages), par une liberté d'expression accrue (l'interdiction du communisme et la loi sur la sécurité nationale restent cependant en vigueur), par une excellente performance économique; si l'avenir du gouvernement actuel lui-même n'est pas assuré, à cause des ambitions et de l'inexpérience démocratique manifestée par les politiciens de tous bords, du mécontentement des trop nombreux laissés-pour-compte du miracle économique sud-coréen, de la radicalisation des mouvements dissidents étudiants et syndicaux dont il est difficile d'évaluer l'importance, il est à mon sens vraisemblable de croire que le système socio-économique en place va, lui, durer, peut-être avec quelques ajustements pour corriger les imperfections les plus criantes d'un capitalisme que l'on peut qualifier de sauvage dans nombre de ses aspects. C'est sans doute en politique étrangère que l'administration Roh Tae Woo a obtenu ses résultats les plus remarquables: sa portion de la péninsule est non seulement devenue en deux ans un partenaire économique

courtisé par presque tous les pays socialistes du continent euro-asiatique (pas la Corée du Nord, bien entendu), mais encore les relations diplomatiques ont été établies avec la plupart d'entre eux; même les alliés et fournisseurs traditionnels les plus puissants de Pyongyang, l'URSS et la Chine, ont modifié en profondeur leur position vis-à-vis de la Corée du Sud: la première, avec des échanges commerciaux qui dépasseront le milliard de dollars cette année, alors qu'ils étaient quasi-nuls il y a peu, négocie avec elle non seulement des accords de coopération économique, mais aussi la normalisation des relations bilatérales; quant à la Chine (3,1 milliards de dollars de commerce avec la Corée du Sud en 1989, contre moins de 600 millions avec celle du Nord), elle n'est plus très convaincante lorsqu'elle répète que la reconnaissance politique de la Corée du Sud est une chose bien distincte des relations économiques avec elle; on rappellera ici que Gorbachev a rencontré Roh Tae Woo à San-Francisco le 4 juin dernier et que la Corée du Sud est l'un des principaux partenaires de la Chine pour la construction des installations nécessaires aux Jeux asiatiques qui se dérouleront en septembre à Beijing. L'évolution des rapports Est-Ouest ces derniers temps, ainsi que les changements fondamentaux intervenus d'Europe de l'Est à la Mongolie, de même que les JO de Séoul en 1988, ont certes aussi contribué de façon décisive au succès de la "Northern Policy" de Roh Tae Woo.

Enfin, le passé récent a été caractérisé par un renforcement substantiel du potentiel militaire de la Corée du Sud, d'abord parce qu'elle dispose des moyens financiers nécessaires, mais peut-être aussi dans l'optique d'un désengagement progressif certes, mais plus rapide qu'envisagé il n'y a pas si longtemps encore, des forces armées américaines stationnées sur son territoire.

Dans ce nouveau contexte, la Corée du Sud évolue avec une confiance nettement accrue.

Au vu de ce qui précède, la situation de la Corée du Nord ne fait qu'empirer, c'est du moins l'avis de la plupart des observateurs, soussigné compris: son isolement croissant sur la scène internationale ne fait pas de doute; la situation économique semble se détériorer (un rapport du JETRO japonais, daté de juin dernier, indique que le volume, estimé à 4 milliards de dollars, des échanges nord-coréens avec l'étranger a subi en 1989 une baisse de 10% environ par rapport à 1988, avec un déficit commercial proche du milliard de dollars); contrairement aux réalisations de pur prestige, coûteuses et à l'utilité plus que douteuse, les grands projets économiques ne sont pas menés à terme ou alors avec d'énormes retards sur les délais annoncés, certains d'entre eux seraient même affectés de défauts dans leur conception technique tels qu'on doute qu'ils puissent être achevés un jour; l'état des routes est souvent déplorable, les moyens de transport sont insuffisants et se dégradent régulièrement; l'approvisionnement en énergie, sauf au centre de Pyongyang et dans quelques secteurs-clé, est soumis à des coupures de courant par rotation ou au rationnement lorsqu'il s'agit d'hydrocarbures; les magasins n'offrent ni le choix, ni la qualité promises dans les discours (le 13ème festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui s'est tenu à Pyongyang en juillet 1989 n'aura pas produit, à cet égard, les retombées positives escomptées par la population); l'information officielle des masses reste une montagne de propagande servant à la glorification du régime comme à l'alimentation de la haine des impérialistes et des "marionnettes" sud-coréennes, mais elle est nulle aussi bien sur ce qui se passe dans le pays que sur les événements extérieurs; les libertés d'expression et de mouvement sont toujours quasi-inexistantes; cela fait plus de 10 ans maintenant que le Korean Workers Party n'a plus été réuni en congrès national et que la base n'est plus "consultée" sur la conduite des affaires de l'Etat; on ne constate enfin pas

de changement dans les discours sur l'option politique de base: poursuite de la construction du socialisme et de la transformation de l'homme dans un cadre entièrement collectivisé pour atteindre le stade idéal du communisme, renforcement du parti et rassemblement des masses autour de leur chef.

Sur cette toile de fond viennent pourtant se dessiner quelques silhouettes encore indistinctes, les unes faisant état d'un certain malaise au sein de l'intelligensia, les autres pouvant être interprétées comme une lente prise de conscience du "leadership" nord-coréen de la nécessité d'entreprendre des réformes, si le pays ne veut pas rester en dehors du courant du développement économique de la zone Asie-Pacifique, changements ne pouvant être introduits qu'avec la plus grande prudence en raison de la résistance de la vieille garde conservatrice, comme du désir naturel des gens au pouvoir d'assurer leur propre survie; par exemple, en retournant récemment à des parlementaires américains les dépouilles de 5 soldats US tués pendant la guerre de Corée, il s'agit du premier geste de ce genre depuis 1954, Pyongyang n'indique-t-elle pas par là qu'elle réalise qu'il faudra bien arriver un jour à une forme d'accommodement avec les Etats-Unis? Elle dialogue d'ailleurs avec eux depuis deux ans à Beijing au niveau des conseillers des ambassades respectives. Dans un autre domaine, il existe depuis peu une loi sur les "joint-ventures" avec l'étranger; un système de bonus en argent liquide a été introduit dans certaines entreprises; à l'occasion du festival de 1989 déjà mentionné, le gouvernement a autorisé la réouverture de lieux de culte chrétien et bouddhique, qui, semble-t-il, fonctionnent encore aujourd'hui; il multiplie ses contacts avec des instituts étrangers à vocation politique, stratégique, économique ou même culturelle, en Asie, en Europe occidentale, en Australie, au Japon, aux Etats-Unis, où ses délégués ont bien souvent l'occasion de rencontrer leurs homologues du Sud; quant à l'information sur les réalités du monde extérieur, elle doit quand même filtrer d'une manière ou d'une autre, malgré la diligence des autorités qui entendent prévenir la "pollution des esprits" des citoyens; comment expliquer autrement l'expulsion du correspondant de l'agence TASS à Pyongyang en mai 1990?

Quant au problème de la succession de Kim il Sung, il n'est apparemment pas encore réglé; personne, en effet, ne peut vraiment affirmer à l'heure actuelle que son fils Jong-il reprendra le flambeau. L'état de santé du dictateur vieillissant fait l'objet de commentaires trop contradictoires selon les sources pour permettre la moindre prédiction. On est cependant en droit de supposer que cet événement sera suivi à plus ou moins brève échéance par des développements qui ne sont pas nécessairement planifiés par les autorités en place aujourd'hui.

2. REUNIFICATION DE LA PENINSULE

Depuis son arrivée au pouvoir, Roh Tae Woo a multiplié les initiatives en vue d'un rapprochement avec Pyongyang, de la réconciliation et, ultérieurement, de la réunification de la péninsule; ses propositions n'ont pas la moindre chance d'être acceptées par le Nord, car elles impliquent toutes dans un premier temps une ouverture de la société nord-coréenne; les conceptions respectives de part et d'autre de la ligne de démarcation restent fondamentalement différentes: le Sud préconise une approche pas à pas, par l'adoption de mesures de confiance, par des négociations inter-gouvernementales en vue de la conclusion d'un pacte de non-agression parallèlement à des mesures de désarmement réciproque, par une multiplication des contacts en tous genres entre le Sud et le Nord; ensuite, une charte commune serait élaborée pour créer

une sorte de "commonwealth" coréen; quant à la réunification elle-même, résultat d'un processus démocratique, elle n'interviendrait que lorsque les deux Corées seraient "mûres" pour une fusion complète de leurs institutions. Séoul ne cache pas que le tout prendra du temps, temps qui, elle en est persuadée, joue de toutes façons en sa faveur.

En 1972, les deux Corées s'étaient mises d'accord sur les trois principes directeurs fondamentaux suivants pour la réunification: indépendance, réunification pacifique et grande unité nationale; on n'avait pas mentionné le processus démocratique, élément nouveau dans la position du Sud, qui témoigne de cette confiance accrue en soi comme dans l'avenir de ses institutions.

Pour sa part, Pyongyang voit les choses bien différemment: consciente que l'ouverture de la société, comme sans doute un "one man, one vote", pourraient bien entraîner inéluctablement la fin du "djoutché", elle entend en conséquence réunifier d'abord dans le cadre d'une "République confédérale et démocratique de Koryo" (rappelons que la capitale de l'ancien royaume de Koryo fut d'abord Kaesong, puis Pyongyang, deux villes du Nord...), suggérée voilà plus de 10 ans par Kim il Sung, système qui respecterait les régimes socio-économiques différents, mais qui, par la répartition moitié-moitié de l'autorité du gouvernement commun qu'il envisage, tiendrait en fait peu compte des poids démographique et économique respectifs; les modalités de la convergence ne seraient discutées qu'après la réalisation de cet acte politique fondamental; ce projet ne va pas plus loin dans les détails.

Dans l'attente patiente de cette lointaine réunification, la Corée du Sud souhaite la consécration de l'existence de deux Etats coréens à part entière par la communauté internationale: entrée simultanée ou non à l'ONU, ainsi que "cross-recognition" du Sud par l'URSS et la Chine, du Nord par les USA et le Japon. Pyongyang fustige systématiquement l'assujettissement de Séoul à la politique des Etats-Unis de perpétuation de la division, ainsi qu'aux "machinations des scissionnistes du dedans et du dehors", verdict l'autorisant à rejeter sans examen toute proposition émanant du gouvernement du Sud.

Il est probable que la majorité du peuple coréen aspire à la réunification, même si ce sentiment semble plus diffus au Sud qu'au Nord, mais les obstacles à la réalisation de ce vœu paraissent aujourd'hui comme hier formidables, les principaux d'entre eux, outre deux gouvernements bien déterminés à assurer leur propre survie, étant naturellement le conflit idéologique et l'écart croissant entre les niveaux respectifs de développement économique; de plus, la notion de la menace que représente l'autre côté reste un instrument très pratique de politique intérieure. Enfin, les quatre grandes puissances directement intéressées à la question coréenne, USA, URSS, Chine et Japon sont avant tout concernées par le maintien de la stabilité dans la région, donc du statu quo, qui ne gêne pas l'essor des relations économiques. On peut aussi imaginer que l'URSS ne souhaite pas un autre Japon sur sa façade orientale, que la Chine, en plus de sa phobie de l'encerclement, craindrait qu'une puissante Corée unifiée ne cherchât à récupérer des territoires frontaliers manchous traditionnellement peuplés de Coréens, que les Japonais n'ont pas besoin dans la région d'un concurrent qui deviendrait rapidement puissant grâce aux abondantes ressources naturelles sises en Corée du Nord et que les USA, enfin, entendent garder leurs bases en Corée, tant qu'ils n'auront pas obtenu des assurances suffisamment crédibles leur permettant de modifier leur stratégie globale dans le Pacifique.

3. DIALOGUE INTER-COREEN

Sur les différents volets du dialogue inter-coréen, je vous prie de vous référer à mon rapport du 18 février 1990. Je n'aborderai ici que deux aspects de la toute récente évolution: le 26 juillet dernier, les représentants gouvernementaux du Sud et du Nord chargés de la mise sur pied d'une conférence politique et militaire à haut niveau sont parvenus à un accord auquel personne ne s'attendait plus: sauf obstacle de dernière minute, les premiers-ministres des deux Corées, chacun à la tête d'une délégation de 7 membres (ministres, vice-ministres et au moins un général du rang de chef d'état-major) et accompagné par une centaine de personnes (aides et journalistes), se rencontreront à Séoul du 4 au 7 septembre et à Pyongyang du 16 au 19 octobre prochains sous le titre "South-North (North-South) High Level Talks", avec un seul point à l'ordre du jour: "Easing political and military confrontation between South and North Korea and implementing multifaceted exchanges and cooperation". S'il a lieu, cet événement, le premier du genre depuis la création des deux Etats coréens en 1948, est en soi historique, même si les pourparlers ne mènent nulle part: en effet, il marque un tournant dans la politique de Pyongyang à l'égard des contacts inter-gouvernementaux avec le Sud (on ne saurait exclure ici des pressions exercées sur Pyongyang, notamment par l'URSS, dont le MAE, Schevardnadze, sera d'ailleurs à Pyongyang le 3 septembre). Lors de ma visite d'adieux à Pyongyang, le 26 août, le vice-ministre des AE Chon Il Chol m'a dit que son premier-ministre tentera d'expliquer à son homologue du Sud que "l'unique objectif du dialogue inter-coréen doit être la réunification, pas la fixation de la division"; ce qui veut dire en d'autres termes que le Nord va s'élever contre les efforts du Sud pour demander unilatéralement son admission à l'ONU; s'agissant de la réduction de la confrontation, il exigera bien sûr le départ des troupes américaines et l'arrêt des manoeuvres combinées américano-sud-coréennes annuelles "Team Spirit", demandera la démolition du "mur de béton de la confrontation et de la division" (les barrières anti-chars sud-coréennes construites au sud de la zone démilitarisée) qui "empêche la libre circulation", etc. Quant au Sud, il proposera probablement des mesures de confiance, la reprise des autres dialogues (entre sociétés nationales de la Croix-rouge, entre parlementaires, économique), tous interrompus par le Nord, des échanges de personnes et de biens; à ce stade, il faut donc se garder d'un optimisme démesuré quant aux résultats de cette conférence, mais sait-on jamais? Chon Il Chol lui-même reconnaît que le simple fait qu'elle ait lieu est déjà un signe encourageant.

Autre événement digne d'être relevé, c'est la déclaration du 20 juillet dernier du président Roh Tae Woo, autorisant les Sud-Coréens de toutes tendances, dissidents compris, à visiter la Corée du Nord et les Nord-Coréens à se rendre au Sud via Panmunjom pendant la période du 13 au 17 août, pour marquer le 45ème anniversaire de la libération des Japonais. Avec cette initiative, il a pris les Nord-Coréens par surprise: ces derniers avaient en effet proposé peu auparavant l'ouverture de la ligne de démarcation à Panmunjom, pendant la journée du 15 août seulement, pour une rencontre "pan-nationale" de Coréens du Nord, du Sud et de l'étranger, dans l'esprit du discours de nouvel-an du président Kim Il Sung (les Coréens de toutes les couches et tendances, de toutes les organisations politiques, sociales et religieuses, donc pas seulement les représentants des gouvernements, doivent se rencontrer pour discuter de la réunification), bien persuadés que le gouvernement sud-coréen, qui a jusqu'ici revendiqué le monopole des contacts inter-coréens, refuserait. Ce sont finalement les Nord-Coréens qui ont fait machine arrière et sabordé leur propre projet, en restreignant soudain leur invitation aux seuls membres d'un groupuscule de dissidents du Sud, en flagrante contradiction avec les propos de

leur propre président. Finalement, les dissidents sudistes ne furent pas autorisés à se rendre seuls à Panmunjom, ce que le public sud-coréen a généralement approuvé, et l'événement en question en fut réduit à une manifestation unilatérale dans la portion nord-coréenne de la zone de conférences de Panmunjom; dans cette escarmouche de la guerre inter-coréenne de propagande, c'est le Sud qui a marqué un point; il envisage d'ailleurs de garder l'initiative et de proposer à nouveau une ouverture analogue de Panmunjom à l'occasion de la grande fête de "Chusok" (fête de la famille et culte des ancêtres) en octobre prochain.

On l'a vu, la réunification n'est pas pour demain, les grands échanges de personnes sans doute non plus; pour sa part, une reprise des hostilités armées est improbable; mais les énormes et coûteuses concentrations de troupes et les risques qui en résultent, eux, demeurent et l'on en est fort conscient de part et d'autre de la ligne de démarcation. S'engagerait-on enfin dans la voie d'un véritable dialogue politique pour régler ce problème?

4. FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD D'ARMISTICE

Les trois dernières années ont été particulièrement calmes le long de la zone démilitarisée; il n'y a pas eu d'incidents graves sur terre; sur mer, en revanche, on en a déploré quelques-uns, deux ou trois d'entre eux avec mort d'hommes, lorsque des bateaux de pêche pour les uns, des bateaux-espions pour les autres, ont été arraisonnés ou coulés par des unités navales de Corée du Nord, dans des eaux qu'elle considère comme territoriales, au-delà de la zone que le Sud lui reconnaît comme telle. Ceci mis à part, les mécanismes de l'armistice ont fonctionné de façon satisfaisante, même si, comme par le passé, chaque partie à l'armistice, le commandement unifié des Nations-unies (UNC) pour le Sud, l'armée populaire coréenne et les volontaires du peuple chinois (KPA/CPV) pour le Nord, a accusé l'autre d'un très grand nombre de violations (mineures pour la plupart: introduction temporaire d'armes prohibées dans la zone démilitarisée -DMZ-, gestes déplacés de la part de certains gardes, dépassements du nombre autorisé de gardes dans la zone commune de sécurité -JSA- de Panmunjom, etc), accusations systématiquement démenties par la partie concernée; statistiquement, celles formulées par le Nord sont cinq fois plus nombreuses que celles du Sud. Comme, depuis avril 1967, les KPA/CPV ont cessé de prendre part aux équipes mixtes d'observateurs chargées d'enquêter sur les allégations de violation, il est difficile de faire la part du vrai et de la propagande dans ces accusations. Par ailleurs, la liaison téléphonique établie entre les officiers de permanence à Panmunjom et les contacts quotidiens entre ces derniers, le canal utilisé par les deux parties pour communiquer, ont généralement permis d'éviter que ne s'enveniment les tensions résultant d'incidents fortuits et d'éventuels malentendus. A cet égard, le système a également fonctionné de façon convenable.

Nous avons été témoins le 15 août 1989 d'une violation délibérée de l'accord par le Nord, lorsque, contrairement à l'article 7 notamment (aucune personne, civile ou militaire, ne pourra franchir la ligne de démarcation militaire sans y être expressément autorisée par la Commission militaire d'armistice), il a unilatéralement fait passer deux dissidents (l'étudiante Im Suh Kyong qui s'était rendue illégalement au festival de Pyongyang via la RDA et son compagnon, le rév. Moon) du Nord au Sud via Panmunjom, malgré l'opposition répétée de l'UNC. Tout au long de l'été de 1989 et à nouveau à quelques reprises en août de cette année, le Nord a organisé des rassemblements politiques dans sa portion de la JSA; la NNSC considère que ces manifestations

sont de nature à perturber le rôle de lieu de rencontre et de dialogue exempt de tension que doit rester la JSA (voir plus loin sous "activités de la NNSC").

Au chapitre des accusations graves contre le Nord, le Sud a découvert peu avant Noël 1989 un quatrième "tunnel d'infiltration" que le Nord aurait creusé sous la DMZ, dans la portion centrale de cette dernière, probablement dans les années 60, en violation des articles 1, 6, 13a, 14 et 17 de l'accord. Cette découverte n'a été rendue publique que le 3 mars 1990, probablement pour neutraliser, au sein de l'opinion publique, l'effet toujours négatif produit par l'habituelle réunion de la Commission militaire d'armistice (MAC) convoquée par les KPA/CPV juste avant le début de "Team Spirit". Selon l'UNC, ce tunnel, non achevé, haut et large d'environ deux mètres, percé dans le socle granitique à plus de 145 mètres de profondeur, s'étend sur plus de 1000 mètres dans la partie de la DMZ sous son contrôle. Après avoir tout d'abord nié l'existence de ce tunnel, puis refusé de participer à une enquête mixte sur place comme l'a demandé à trois reprises l'UNC, le Nord a soudainement formulé, à la 455ème séance de la MAC, le 14 mars 1990, une exigence non conforme avec les règles de procédure régissant les enquêtes communes, à savoir une "garantie de sécurité" pour une soixantaine de Nord-Coréens et quatre hélicoptères leur permettant de se rendre immédiatement sur place en vue de procéder à une enquête sur le tunnel dans la portion Sud de la DMZ. L'UNC s'est tout de suite déclaré d'accord en principe, mais s'est heurté à une fin de non-recevoir des KPA/CPV, lorsqu'il a demandé une réunion des secrétaires de la MAC pour mettre au point préalablement les détails techniques d'une telle opération (détermination des couloirs aériens pour les hélicoptères, des fréquences radio, des horaires, etc.).

Au titre des accusations de violations sérieuses, signalons enfin un échange de coups de feu le 25 novembre 1989 dans le secteur central de la DMZ, qui n'a pas fait de victimes. Chaque partie en a rejeté la responsabilité sur l'autre.

En dehors du cadre strict de l'armistice, je mentionnerai encore deux incidents: le 29 novembre 1987, un Boeing 707 de la KAL avec 110 personnes à bord a disparu au-dessus de la mer d'Adaman, à la suite d'un attentat à la bombe semble-t-il; la Corée du Sud en attribue la responsabilité à deux agents nord-coréens, dont l'un se serait donné la mort au moment de son arrestation et l'autre, une jeune fille, a été capturée et remise à la justice sud-coréenne, qui l'a condamnée à mort. Récemment, elle a obtenu la grâce présidentielle pour raison d'Etat; elle serait maintenant en quasi-liberté (on ne peut s'empêcher ici de comparer avec la condamnation en appel à 5 ans de prison ferme infligée à Im Suh Kyong pour sa participation illégale au festival de Pyongyang). A la suite de cet attentat, les Etats-Unis ont imposé une série de sanctions à la Corée du Nord, qui a riposté par des contre-sanctions non-spécifiées sauf une: elle n'était plus disposée à rendre les dépouilles de soldats US tombés pendant la guerre de Corée qu'elle venait de découvrir (il s'agit de deux des cinq dépouilles qui ont été finalement remises aux parlementaires américains le 28 mai 1990); la recherche et le rapatriement des corps des quelque 8000 "missing in action" américains pendant cette guerre est l'une des exigences permanentes formulées à la MAC par l'UNC.

Le 29 juillet 1989, un major chinois membre de la délégation des CPV à la MAC a déserté en compagnie de son épouse en traversant le bâtiment de la NNSC à Panmunjon; il a reçu l'asile aux USA. Le motif de son acte aurait été dicté par les événements de Chine le mois précédent. Juste après son passage au Sud et en présence de deux officiers de la NNSC, un Suisse et un Suédois, ce major a déclaré avoir fait librement son choix.

Depuis ma prise de fonction et jusqu'à ce jour, la Commission militaire d'armistice s'est réunie en séance plénière (MAC-meetings) à 19 reprises, 17 fois à l'initiative des KPA/CPV contre une seulement à celle de l'UNC (et une à celle des deux parties pour le MAC-meeting informel)

No	Date	Initié par	Sujets évoqués par les KPA/CPV	l'UNC
439	22.09.87	KPA	Diverses violations de l'accord d'armistice (AA)	Mesures de confiance (CBM)
440	14.10.87	KPA	Arraisonnement d'un bateau-espion	Eperonnage d'un bateau de pêche (11 morts, 1 surv.)
441	23.02.88	UNC	Team Spirit	Attentat contre l'avion KAL
442	01.04.88	KPA	Violations AA, Team Spirit	CBM, remise des dépouilles des MIA
443	26.05.88	KPA	Violations AA et recrudescence de la tension	CBM, MIA
444	15.07.88	KPA	Préparatifs de guerre du Sud	CBM
445	17.01.89	KPA/UNC	Team Spirit Il s'est agit du premier et du seul "closed door MAC-meeting" à ce jour, c'est à dire qu'il s'est déroulé dans la salle de conférence de la NNSC en dehors de la présence de la presse; sans résultats...	CBM
446	13.02.89	KPA	Team Spirit	CBM, MIA
447	18.03.89	KPA	Team Spirit	CBM, MIA
448	09.05.89	KPA	Dénucléarisation de la péninsule	CBM, MIA
449	14.07.89	KPA	Violations AA	CBM, MIA
450	08.08.89	KPA	Autorisation de passage pour Im Suh Kyong	Usage abusif de la JSA à des fins politiques
451	12.09.89	KPA	Préparatifs de guerre	Abus de la JSA, CBM
452	30.11.89	KPA	Eliminer le danger d'une guerre nucléaire, incident dans la DMZ	Echange de coups de feu dans dans la DMZ, CBM
453	17.01.90	KPA	Team Spirit et démolition du "concrete wall of division and confrontation"	CBM
454	02.02.90	KPA	"Concrete wall"	CBM
455	14.03.90	KPA	Team Spirit	4ème tunnel d'infiltration
456	23.07.90	KPA	Désarmement et "pan-national rally" du 15 août	CBM
457	20.08.90	KPA	Violations AA	Usage abusif de la JSA

Cette liste montre que les interlocuteurs parlent rarement de la même chose; il n'y a d'ailleurs pas de dialogue, la présence de la presse prévient toute déclaration spontanée sortant de textes préparés depuis longtemps pour toutes les situations. Comme les KPA/CPV ne fournissent jamais d'ordre du jour à l'avance, sinon en termes très vagues ("réduction de la tension dans la péninsule", par exemple), il ne saurait en être autrement. On remarque aussi que les KPA/CPV ont tendance à aborder des sujets qui ne sont pas du ressort de la commission d'armistice (désarmement, dénucléarisation, "concrete wall" et libre-circulation dans la péninsule, etc), mais qui devraient faire l'objet d'une négociation entre les deux gouvernements coréens, ce que ne manque jamais de souligner l'UNC. Ce dernier, pour sa part, répète patiemment ses vues sur ce que peut et devrait accomplir la MAC dans le domaine des mesures de confiance: revoir ensemble la sécurité dans la JSA, en réduisant le nombre des gardes, en précisant leurs positions, en retirant les armes automatiques illégales et en démolissant les tours d'observations (qui ne sont pas autorisées par l'AA, car

susceptibles de cacher de telles armes), en mettant sur pied un système de vérification (auquel la NNSC pourrait prendre part en accompagnant les équipes de vérification uniquement dans le but d'assurer leur sécurité); l'UNC préconise en outre le retour de toute la DMZ à un statut véritablement démilitarisé, la notification préalable des manoeuvres militaires importantes et l'échange d'observateurs à ces exercices (depuis le milieu des années 80, il notifie chaque année Team Spirit en invitant les Nord-Coréens et les Chinois à y envoyer des observateurs, ce que les KPA/CPV considèrent comme une insulte), la cessation de la diffamation réciproque, la restauration des équipes mixtes d'observateurs pour enquêter sur les allégations de violations de l'accord. Jusqu'ici, le Nord ne veut rien entendre d'une politique des petits pas, pas plus à la MAC que dans les autres contacts inter-coréens, tant que le Sud ne cessera pas Team Spirit, ne retirera pas les armes nucléaires américaines, ne démolira pas le "concrete wall", etc. S'il multiplie les MAC-meetings, c'est probablement que ceux-ci lui donnent l'occasion de largement distribuer ses déclarations aux représentants de la presse, sachant que certains journaux sud-coréens publient volontiers tout ce qui contient une note anti-américaine.

D'une manière générale, l'UNC observe une attitude légaliste à l'égard des dispositions de l'accord d'armistice et de leur application, ce qui n'est pas le cas de la part des KPA/CPV, qui les utilisent, en commençant par les MAC-meetings, principalement comme un véhicule de propagande, particulièrement anti-américaine (le "Senior Member" du Nord se réfère trop souvent dans ses déclarations au "US-side", au lieu de "UNC-side"); c'est peut-être la raison majeure pour laquelle il souhaite depuis quelques années déjà que le "Senior Member" UNC-MAC, dès l'origine un général ou un amiral américain, soit remplacé par un général coréen et que tout le dispositif de sécurité dans la JSA, ainsi que le secrétariat de l'UNC-MAC soit progressivement transféré à la République de Corée. Un accord de principe entre Washington semble avoir été conclu dans ce sens, puisque, le 5 juillet dernier, le général RisCassi, commandant en chef de l'UNC comme de toutes les forces US en Corée, écrivait au ministre sud-coréen de la défense, Lee Sang Yoon, lui faisant part de son intention de nommer un "Senior Member" coréen vers la fin de 1990 déjà (selon l'article 20 AA, cette nomination relève de sa compétence exclusive; cet article ne stipule d'ailleurs pas la nationalité du titulaire du poste) en la justifiant comme suit: "In view of more frequent inter-Korea dialogue and contacts at all levels being conducted in the JSA, including political and military talks, and as an increasing number of inter-Korea exchanges and travels through the JSA are expected...the appointment of a ROK general as the UNC-MAC Senior Member...will provide a forum for bilateral south-north military dialogue and contacts that would eventually assist in an orderly transition from the MAC - the Armistice instrument - to an inter-Korea, bilateral peace-keeping mechanism...at the same time, it would defeat the north Korean misrepresentation that, because the ROK is not a signatory to the Armistice Agreement, the AA must be converted to a peace treaty through either bilateral US-north Korean negotiations or tripartite talks. As you know, no single nation, neither China, the DPRK, the US, nor the ROK, signed the Korean Military Armistice Agreement. CINCUNC signed the Agreement on behalf of all forces under his command, including the ROK military forces. And, at the expressed request of north Korea during early Armistice negotiations, the ROK provided assurances, through the UNC, that it would abide by the Agreement..." Cette affaire, comme on la comprend avec les derniers arguments de RisCassi, soulève un problème majeur pour les Nord-Coréens, enfermés dans leurs schémas; comment vont-ils réagir? Accepter un fait accompli contre lequel ils n'ont aucun moyen officiel de se défendre? Proposer une remise à jour partielle ou complète de l'accord d'armistice? Offrir un marchandage, par exemple dans le sens des CBM préconisées par l'UNC, avec l'espoir que celui-ci reviendrait sur sa décision ou, tout le moins,

l'ajournerait? Boycoter la MAC tout entière ou seulement les MAC-meetings? Dénoncer tacitement ou publiquement tout ou partie de l'accord d'armistice? (Quelles seraient alors les implications éventuelles pour la NNSC?) Le problème et l'éventail complet des solutions possibles sont à l'examen m'a dit il y a quelques jours un officier supérieur de la KPA-MAC.

Un des aspects les plus déprimants pour l'observateur est l'atmosphère franchement désagréable qui domine les MAC-meetings: pas de salutations, pas de poignées de mains, pas de sourires à travers la table, voix monocordes, bref, sinistre au possible (voir plus loin sous "activités de la NNSC"). En revanche, le parvis du temple est très animé pendant ces réunions: journalistes et observateurs des deux côtés en profitent pour se rencontrer et l'on remarque ici et là des discussions passionnées, des échanges de menus cadeaux...

Outre les MAC-meetings eux-mêmes, de nombreuses réunions aux niveaux inférieurs ont lieu à Panmunjom dans le cadre de la Commission militaire d'armistice: rencontres au niveau des secrétaires (grade de colonel) formelles (par exemple pour régler des questions de procédure à l'occasion de rencontres dans le cadre du dialogue inter-coréen ou pour la restitution de cadavres, habituellement des noyés, retrouvés par l'une ou l'autre des parties) et informelles (où l'on discute notamment de l'amélioration des mesures de sécurité dans la JSA, mais sans résultats probants semble-t-il); les responsables de la sécurité dans la JSA se voient souvent pour régler des questions de détail, les officiers de permanence, je l'ai déjà mentionné, sont en constante communication.

Depuis la réintégration de la Colombie en 1988, 10 Etats composent aujourd'hui l'UNC: USA, ROK, Canada, Colombie, Grande-Bretagne, France, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thaïlande; seule la Nouvelle-Zélande n'y est pas représentée par un officier de liaison. ROK et USA mis à part, les autres pays n'entretiennent pas de troupe en Corée, sauf les petits contingents incorporés à la garde d'honneur de l'UNC fournis par la Grande-Bretagne (surtout des Gurkas prélevés sur ses forces stationnées à Hong-Kong), les Philippines et la Thaïlande.

Pour clôre ce chapitre consacré à la MAC, quelques mots sur le rôle des Chinois au sein des KPA/CPV: il semble insignifiant; les Chinois n'ont aucune part dans la préparation des MAC-meetings, ni la possibilité de s'exprimer au cours de ces réunions; ils donnent l'impression d'être les derniers informés sur les événements; en privé, notamment avec moi, ils ne ménagent guère leurs critiques sur la manière avec laquelle la KPA les traite, sur les positions de cette dernière (ils affirment être partisans d'un véritable dialogue inter-coréen et au sein de la MAC); le chef de leur délégation, actuellement forte de 7 personnes, réside surtout à Beijing.

5. ROLE DE LA NNSC

Dans son rapport du 15 juin 1990 au Président du Conseil de sécurité de l'ONU sur ses activités en 1989, l'UNC écrit notamment ceci au sujet de la NNSC: "Bien que sa mission essentielle et ses fonctions d'inspection et d'enquête aient été presque totalement suspendues du fait de l'obstruction opposée par l'armée populaire coréenne et les volontaires du peuple chinois, la Commission est sans aucun doute un facteur très utile de stabilisation dans la zone commune de sécurité et sert également de moyen de communication indirecte entre les deux parties de la Commission militaire d'armistice".

La mission formelle de la NNSC est fondée sur l'article 41 AA: "The mission of the NNSC shall be to carry out the functions of supervision, observation,

inspection and investigation, as stipulated in Sub-paragraphs 13c and 13d and Paragraph 28 hereof, and to report the results of such supervision, observation, inspection, and investigation to the Military Armistice Commission". Le 13c concerne l'interdiction faite aux deux parties d'introduire sur leur territoire des renforts en personnel militaire étranger, si le total cumulé des forces étrangères dépasse leur effectif au moment de la conclusion de l'accord d'armistice: avec 7 Chinois, une soixantaine de milliers de soldats américains pendant les exercices Team Spirit (leur effectif permanent est de l'ordre de 43'000 hommes) et les contingents de la garde d'honneur de l'UNC, les deux parties sont bien évidemment et depuis plus de 35 ans en situation de non-violation permanente de l'accord sur ce point. Avec le 13d, qui interdit le renforcement de l'armement importé par rapport à la situation au 27 juillet 1953, il s'agit au contraire d'une situation de violation permanente de l'accord par les deux parties (dans l'esprit de ses rédacteurs, l'accord n'était pas destiné à durer plus que quelques mois, jusqu'au règlement définitif de la question coréenne par une conférence)... Dès le milieu des années 50, l'UNC a d'ailleurs dénoncé unilatéralement l'application de l'article 13d. La NNSC reçoit donc des deux côtés de la MAC des rapports sur les arrivées et les départs de personnel militaire étranger et des KPA/CPV seulement des rapports sur le remplacement de matériel de guerre (comme ces derniers rapports n'ont jamais fourni la moindre information concrète à ce sujet, le Nord est en plus en situation de mensonge permanent). Chaque mois, la NNSC adresse à la MAC une évaluation concernant uniquement l'article 13c, dans laquelle elle précise que, sur la base des informations fournies (elle ne serait pas en mesure, si besoin en était, de les contrôler...), elle n'a pas constaté de violation de cette disposition de l'accord. Quant à l'article 28, autorisant la MAC ou l'une des deux parties à demander à la NNSC de procéder à une enquête spéciale en dehors de la DMZ sur une violation alléguée de l'accord, le cas ne s'est pas présenté au cours des dernières années. Ainsi, le rôle formel de la NNSC basé sur l'article 41 AA est pratiquement nul.

L'article 49 lui accorde la possibilité de faire des recommandations à la MAC pour amender l'accord, si les changements proposés ont pour but d'assurer un armistice plus efficace. La NNSC n'en a pas fait formellement usage, mais s'est basée sur une interprétation souple de cette disposition pour formuler quelques recommandations et suggestions (voir plus loin sous "Activités de la NNSC").

En revanche, son rôle informel est apprécié par toutes les parties concernées: par la présence systématique d'officiers de la NNSC, observateurs neutres en uniforme, dans la zone commune de sécurité de Panmunjom chaque fois qu'il s'y passe quelque chose (MAC-meetings, rencontre dans le cadre du dialogue inter-coréen, manifestations diverses, etc.), notre commission contribue certainement à la stabilité de la JSA, à la prévention d'incidents fâcheux et à son maintien en tant que zone de rencontre et de dialogue exempte de tension. En entretenant et en développant des relations optimales avec toutes les parties, tout en respectant son devoir de stricte neutralité, elle est considérée comme un interlocuteur privilégié, à qui l'on demande conseil et que l'on utilise bien entendu aussi pour sonder les sentiments ou les intentions de l'adversaire sur tel ou tel sujet. Seul lien jamais interrompu entre les deux côtés, elle est donc appréciée comme moyen de communication indirecte. Enfin, elle s'efforce de favoriser les contacts directs entre les parties et d'en améliorer l'atmosphère. L'excellente entente et l'esprit de collaboration qui prévalent actuellement au sein même de la NNSC lui permettent de remplir ce rôle informel avec une certaine efficacité.

Comme je l'ai évoqué plus haut, la situation dans la péninsule pourrait évoluer, après 37 ans de sclérose: si l'on s'achemine vers l'établissement d'un

réel dialogue inter-gouvernemental entre les deux Corées et si celui-ci aboutit à plus ou moins longue échéance à des résultats concrets en matière de CBM, par exemple, on ne saurait exclure que le NNSC soit sollicitée par les deux côtés pour des opérations de vérification. J'ai également laissé entendre que les choses pourraient bouger, mais sans pouvoir indiquer dans quelle direction, en ce qui concerne l'accord d'armistice lui-même, avec des possibles implications pour la NNSC, de sa dissolution pure et simple à un réajustement de son rôle pour l'adapter aux circonstances nouvelles, si tel était le souhait des deux parties de la MAC. Je suis bien conscient que tout ceci est terriblement vague...

6. ACTIVITES DE LA NNSC AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE

Par les rapports hebdomadaires de ma délégation, vous avez été tenus au courant des activités de la commission, c'est pourquoi je me limiterai ici à l'essentiel.

Principales recommandations faites à la MAC, août 1987 - août 1990

La MAC devrait pouvoir siéger aussi en séances informelles à l'abri des journalistes et observateurs empêchant toute véritable discussion. A ce jour, un seul MAC-meeting de ce type a eu lieu en janvier 1989, sans résultats, car aux mesures de confiance proposées par l'UNC, les KPA/CPV ont répondu que l'arrêt de Team Spirit constituerait la seule mesure de confiance vraiment valable; au niveau des secrétaires, une quinzaine de séances de discussions informelles, la plupart d'entre elles pour améliorer la sécurité dans la JSA, n'ont pas encore permis, en deux ans, l'élaboration de solutions acceptables pour les deux parties; les négociations continuent cependant.

A plusieurs reprises, la NNSC a fait oralement (les KPA/CPV ayant fait savoir qu'une démarche par écrit serait malvenue) les suggestions suivantes: restaurer les panneaux numérotés indiquant le tracé de la ligne de démarcation militaire (MDL), car ils sont tellement rouillés qu'en hiver, leur couleur se confond avec celle de la végétation des alentours, avec le risque évident de traverser la MDL sans s'en apercevoir; remise préalable d'un ordre du jour par la partie convoquant un MAC-meeting; il faudrait enlever les énormes signes ou panneaux insultants pour l'autre côté et visibles de très loin, construits sur le flanc des collines de part et d'autre de la DMZ, ainsi que cesser d'utiliser un langage discourtois dans les déclarations officielles (le Nord seul étant ici visé, il est remarquable que les Tchêques et les Polonais se soient associés à cette démarche); les émissions de propagande par hauts-parleurs géants devraient cesser (en automne 1989, le Sud a unilatéralement réduit son temps quotidien d'émission de moitié, en tous cas dans le secteur de la DMZ autour de Panmunjom, mais le Nord n'a pas suivi; c'est pourquoi le Sud est revenu à la fréquence antérieure de ses programmes; ces émissions cessent cependant chaque fois qu'une rencontre inter-coréenne a lieu à Panmunjom, mais reprennent aussitôt que les délégués ont tourné les talons). D'une manière générale, chaque côté se déclare prêt à suivre ces conseils, à condition que l'autre commence: ces recommandations de la NNSC sont donc restées lettre morte...

Principales initiatives de la NNSC

Malgré la lenteur des négociations entre les secrétaires de la MAC pour revoir les conditions de sécurité dans la JSA, la NNSC, qui ne perd pas espoir qu'elles aboutiront un jour, a déjà offert à la MAC ses bons offices pour contribuer aux nécessaires opérations de vérification de la mise en oeuvre des mesures qui pourraient être agréées; ici, il s'agirait d'accompagner les

équipes mixtes d'inspection pour assurer leur sécurité, pas de confier à la NNSC la responsabilité directe desdites inspections.

C'est probablement dans le domaine des contacts sociaux entre membres des deux parties de la MAC que la NNSC a obtenu ses meilleurs résultats: pour la première fois en juillet 1987, à l'occasion du 34^{ème} anniversaire de son existence, puis en décembre 1987 à l'occasion de la nouvelle année, et ainsi de suite jusqu'à maintenant, elle a organisé chaque an deux réceptions dans ses installations à cheval sur la ligne de démarcation, auxquelles ont participé, outre la NNSC au complet, les 10 membres de la MAC (5 du Nord et 5 du Sud), généraux nord et sud-coréens, américain et chinois compris, des officiers de leurs organisations respectives, ainsi que quelques épousés; le 26 juillet dernier, par exemple, une cinquantaine d'invités de la MAC se retrouvèrent autour du buffet offert par notre commission, dans une atmosphère détendue; le "Senior Member" des KPA/CPV, le général Choe Ui Ung, eut à cette occasion un long aparté avec le général sud-coréen Hwang Won Tak, le "ROK Senior Member" à la MAC; quoi de plus normal, dira-t-on... en vérité, c'est un petit fait qui, dans le contexte coréen, prend une certaine importance.

Une seule de ces invitations de la NNSC, celle de fin juillet 1989, dut être annulée à la dernière minute, suite à la notification de l'UNC qu'il refusait cette fois d'y rencontrer les KPA/CPV, en raison de l'imminente violation de l'accord d'armistice annoncée par le Nord avec la traversée non autorisée de la MDL par Im Suh Kyong, violation qui eut finalement lieu le 15 août. Les KPA/CPV accusèrent la NNSC d'être partielle avec son annulation; ils considérèrent également comme une entorse à son devoir de neutralité le fait que notre commission, dans une lettre à la MAC datée du 17 août, écrivit qu'elle était "...concerned by the increasing tension in the Joint Security Area; in the recent past, it has also witnessed in that area events to which both sides of the MAC give very different interpretations. Therefore, the NNSC recommends to the MAC to settle through negotiation the problems arising from different interpretations of provisions of the AA, in order to avoid further incidents and to reduce tension in the JSA..." Outre cette prise de position sur la violation en question, notre commission répéta cette recommandation le 3 octobre et, de plus, enjoignit les deux parties - seul le Nord en fait était visé - à s'abstenir d'utiliser la JSA pour des manifestations unilatérales à caractère politique, susceptibles de nuire à son rôle de lieu de rencontre et de dialogue. Le nuage assombrissant les relations avec les KPA/CPV s'épaissit encore au début de 1990, lorsqu'à la suite du 453^{ème} MAC-meeting, notre commission écrivit à la MAC "that it would welcome any joint efforts in the DMZ by Representatives of both sides of the MAC, in order to insure that relevant provisions of the AA are applied in full in that zone (à ce meeting, répondant à l'exigence du Nord de démolir le "concrete wall", l'UNC avait en effet proposé que le Nord et le Sud fassent ensemble l'inventaire de toutes les installations militaires de la DMZ illégales selon les dispositions de l'AA en vue de leur élimination). Furthermore, the NNSC wishes to reaffirm its readiness, within the framework of its possibilities, to assist the MAC, should the MAC decide to undertake such efforts...". Cette initiative entraîna une vive réaction des KPA/CPV, et je vous livre un extrait de la lettre du 6 mars du général Choe: "...When the NNSC sent me a letter (en fait ses lettres des 17 août et 3 octobre) reflecting the allegation of one side deviating from neutrality and fairness which should be strictly observed by your Commission, I tried to swallow and bury deep in my mind everything proceeding from my constant respect for and trust in your Commission. But the UNC side's reply letter dated February 22 containing unreasonable charges against us and deep thanks to the NNSC compelled us to clarify our opinion and position as to the reason why "joint efforts" and restoration of the "Joint Observers Teams"

is not realized between both sides in the DMZ. I'm of the opinion that your Commission should have a correct understanding of which side is responsible for the failure of the joint efforts between both sides in the DMZ. When your Commission wrote the letter to me it could not be aware of the April 5 incident in 1967,...etc"; quelle mémoire! Il convient de souligner ici que les Tchêques et les Polonais se sont pleinement associés à ces démarches de la commission. Depuis, le nuage en question semble s'être dissipé, grâce à quelques entretiens avec le général Choe, mais cet incident dessine clairement les limites à l'intérieur desquelles les KPA/CPV entendent maintenir l'action de la NNSC. Et, en août 1990, la JSA fut à nouveau le théâtre de manifestations orchestrées par le Nord ("consolation team" pour les détenus Im Suh Kyong et son compagnon, "pan-national rally" et autres)...

La NNSC s'efforce en outre de rétablir un système de visites réciproques au camp suisse et suédois par des officiers des KPA/CPV et au camp tchèque et polonais par des officiers de l'UNC, système qui a fonctionné jusqu'au début des années soixante; en février 1989, un premier succès a été enregistré dans ce sens avec l'autorisation donnée par l'UNC à quelques officiers nord-coréens et chinois (colonels et en-dessous) à prendre part à un déjeuner d'adieux organisé pour le numéro deux de la délégation suédoise dans son camp; en juin de la même année, en revanche, les KPA/CPV ont fait pression sur les Polonais pour qu'ils renoncent à leur projet d'inviter aussi des officiers américains et sud-coréens à un déjeuner dans leur camp pour le départ de leur propre numéro deux. A ce stade, il n'y a donc pas réciprocité; à mon avis, les KPA/CPV seraient prêts à autoriser des Américains, mais eux seuls, à se rendre au camp tchèque et polonais (situé à un kilomètre environ au nord de la MDL); pour les Américains, accepter serait contraire à la politique de l'UNC d'associer systématiquement les Sud-Coréens à toutes leurs activités touchant la MAC de près ou de loin, dans le souci de ménager leurs susceptibilités, de prévenir l'ouverture de la moindre brèche entre eux et leur allié sud-coréen dans laquelle le Nord essaierait probablement d'enfoncer aussitôt un coin et de ne rien faire qui pourrait être interprété comme allant dans le sens des schémas nord-coréens. Une nouvelle tentative de ce genre sera faite pour mon propre départ: avec l'assentiment préalable de l'UNC et l'espoir que ce nouveau pas assouplira peut-être la position du Nord en matière de réciprocité, j'ai invité les généraux du Nord et du Sud et quelques-uns de leurs officiers à mon déjeuner d'adieux au camp suisse le 11 septembre prochain; "wait and see!"

La NNSC et "Team Spirit", le "concrete wall", le 4ème tunnel...

Chaque année en janvier ou février, les KPA/CPV protestent par écrit auprès de notre commission contre les grandes manoeuvres américano-sud-coréennes Team Spirit, selon eux contraires à la lettre et à l'esprit de l'accord d'armistice, puisqu'il s'agirait de la répétition générale d'une agression nucléaire contre le Nord. L'UNC, pour sa part, souligne le caractère exclusivement défensif de cet exercice. Face à ces interprétations contradictoires, considérant qu'elle n'a pas la moindre information sur les manoeuvres militaires se déroulant au Nord et devant l'insistance des Tchêques et des Polonais jusqu'en 1989, puis des Tchêques seuls en 1990, à vouloir néanmoins critiquer Team Spirit, la NNSC, qui ne peut pas prendre position en faveur de l'une ou l'autre des parties, se borne à accuser réception de la lettre du Nord et chaque délégation fait une déclaration en séance plénière inscrite au procès-verbal; en voici des extraits (déclarations faites à la plénière du 20 février dernier):

Suisse: "...the Swiss Delegation...wishes to state once again that it attaches great importance to a strict compliance by both sides with the provisions of the AA and the subsequent agreements. It fully supports genuine

endeavours aiming at reducing tension on the Korean Peninsula and, as in the past, firmly pledges to actively contribute towards that objective, within the framework of the possibilities. The Swiss Delegation is well aware of the prevailing situation, notably characterized by the permanent concentration of huge armed forces on both sides of the DMZ and their activities, as well as by the deep mistrust between the parties and by the absence of progress in the dialogue between them. These factors are causing tension on the Korean Peninsula. Taking this into account, the Swiss Delegation considers as urgent the implementation of confidence-building measures to reduce tension and to create conditions favourable for a peaceful settlement of the Korean problem. It is persuaded that transparency and mutual knowledge about the respective armed forces of both sides are indispensable in any endeavour aiming at mutual désarmement."

Suède: "...the Swedish Delegation has carefully studied the letter...concerning Team Spirit 1990. It has also studied the statements which the two sides of the MAC have made on the subject at the 453rd MAC-meeting. The Swedish Delegation is very much concerned about the situation prevailing on the Korean Peninsula and holds the opinion that the great mutual distrust causes both sides to hold large military forces in a high state of readiness. The Delegation expresses a hope that the two sides in the near future could resume productive discussions on CBM whereby the distrust and the tension could be reduced to such an extent that big exercises no longer are deemed necessary on either side. Under the present conditions, the Swedish Delegation finds that the NNSC can not draw objective conclusions from contradictory standpoints of both sides regarding Team Spirit 90".

Pologne: texte identique au texte suisse jusqu'aux phrases sur les CBM, que les Polonais n'ont pas voulu mentionner.

Tchécoslovaquie: "...From the content of the letter it is obvious that the KPA/CPV side of the MAC considers the Team Spirit military exercise as a dangerous measure threatening to the state security of the DPRK and to peace on the Korean Peninsula. The UNC side of the MAC considers the exercise as an inevitable measure of joint preparation of the armed forces of the USA and ROK for carrying out their defensive mission. From these facts, it is obvious that the conduct of large scale military exercises deepens the mutual mistrust between both sides. As the Czechoslovak Member to the NNSC I'm expressing the opinion that it is necessary to abandon large scale military exercises on both sides of the Korean Peninsula and by means of a constructive dialogue to solve all problems in the interest of peace on the Korean Peninsula and the peaceful reunification of the Korean Nation."

Ces déclarations illustrent le chemin parcouru depuis 1953 par la Pologne et la Tchécoslovaquie; enterrée est l'époque du clivage profond au sein même de la NNSC, paralysant automatiquement toute velléité d'action de la commission...

Les KPA/CPV ont demandé à la NNSC de venir voir, depuis leur côté de la DMZ, le fameux "mur de béton de la division et de la confrontation"; cette année comme les précédentes, l'UNC a invité la NNSC à participer à Team Spirit en qualité d'observatrice (relevons ici que, pour la première fois en 1990, Varsovie y a délégué deux colonels comme observateurs); il lui a aussi demandé de venir inspecter le 4ème "tunnel d'infiltration". La NNSC a comme il se doit décliné ces offres ponctuelles. A cet égard, la délégation suisse soutient que la NNSC ne devrait étudier que les propositions d'inspection et d'observation émanant de la MAC, pas de l'une de ses parties seulement, ce qui est parfois difficile de faire comprendre aux Tchèques, aux Polonais et même aux Suédois...

7. RELATIONS AU SEIN DE LA NNSC ET DE SES DELEGATIONS AVEC L'EXTERIEUR

Au sein de la NNSC, elles peuvent être qualifiées d'excellentes, aux plans professionnel comme personnel, et sont basées sur des rapports de confiance beaucoup plus développés qu'il y a quelques années encore; la nouvelle situation en Pologne et en Tchécoslovaquie, de même que les développements dans la péninsule coréenne elle-même ne sont pas étrangers à cette évolution; cependant, en raison même de ces changements, les représentants de ces pays sont peut-être plus que par le passé sous un étroit contrôle de leurs hôtes de la KPA; la prudence reste donc nécessaire à leur égard; je serais notamment tenté de croire que tous les papiers rédigés pour usage interne de la NNSC par les délégations suisse et suédoise sont communiqués à la KPA.

Les événements d'Europe orientale n'ont pas eu d'incidence majeure sur les relations des KPA/CPV avec les Tchèques et les Polonais; il semble que ceux-là tiennent à maintenir des relations correctes avec eux, peut-être parce que le nombre de leurs interlocuteurs, supporters et alliés jadis inconditionnels se réduit comme une peau de chagrin. Ils ont en revanche sensiblement modifié l'attitude de l'UNC: Tchèques et Polonais sont constamment invités à Séoul, pour du "shopping", des contrôles médicaux, des manifestations récréatives, etc; en peu de temps, ils sont devenus les enfants choyés des Américains... Quant à l'attitude et aux positions des Tchèques et des Polonais au sein de la NNSC elle-même, elles sont beaucoup plus "neutres" qu'avant en regard des thèses du Nord sur la situation dans la péninsule: l'"Acting Member" tchèque, le colonel Nemec, m'a dit l'autre jour que Prague interdit dorénavant toute déclaration de sa délégation contre la présence des troupes américaines en Corée du Sud; mon homologue polonais, le général Zarski, se trouverait sous pression de son ministère des affaires étrangères pour aller assister à la grande parade militaire sud-coréenne, organisée tous les 3 ans seulement, qui aura lieu à Séoul à l'occasion du "ROK Army Day" le 1er octobre, ce qui impliquerait, pour lui, de décliner l'invitation des KPA/CPV à un voyage en Corée du Nord autour de cette date, risque qu'il hésite à prendre pour ne pas froisser ses hôtes.

Depuis le mois de juin dernier, la délégation tchèque se trouve sans chef; selon l'"Acting Member", un nouveau général devrait être nommé prochainement et arriver vers la fin de l'année à Panmunjom, mais rien n'est moins sûr connaissant les priorités actuelles du nouveau gouvernement de Prague; comme les choses pourraient évoluer en ce qui concerne la mission de la NNSC, je me demande s'il ne conviendrait pas que la Suisse, d'entente avec les autres pays représentés dans notre commission, fasse une démarche à Prague pour que la nomination du nouveau chef de la délégation tchèque intervienne dans les plus brefs délais; les généraux suédois et polonais ne restent généralement qu'un an à leur poste, ce qui nuit à la continuité des opérations de la NNSC. L'élément moteur, en toute modestie, reste donc la délégation suisse, dont l'influence au sein de la commission est grande.

Quant aux délégations suisse et suédoise, deux aspects distincts caractérisent leurs rapports avec l'UNC: avec les échelons inférieurs directement responsables de notre logistique, de notre sécurité, de toute la paperasserie inévitable, les relations ne sont pas exemptes de tiraillements; il faut dire que les militaires américains, avant leur affectation en bordure ou dans la DMZ, ont subi un lavage de cerveau intensif sur les dangers et les perfidies de leur mission; ils ne sont en revanche presque pas informés sur celle de la NNSC, dont la manière de vivre privilégiée par rapport à la leur ne manque pas de provoquer des réactions d'incompréhension; il en va bien entendu tout autrement aux échelons supérieurs, où l'on est parfaitement au courant du rôle

et de l'utilité de notre commission en regard de la politique et des intérêts américains dans la région.

8. LA DELEGATION SUISSE A LA NNSC

Il ne fait pas de doute que notre rôle au sein de la NNSC s'inscrit parfaitement dans le cadre de la disponibilité et des bons offices de la politique étrangère de la Suisse. Notre présence à Panmunjom, financée dans une large mesure par les Américains, ne grève pas outre mesure le budget de la Confédération. Encore qu'il soit difficile de donner la mesure exacte de notre contribution, nous collaborons depuis 37 ans au respect de l'armistice et à la cessation complète des hostilités armées en Corée. Nous sommes bien entendu aussi un élément du statu quo dans la péninsule, situation que préfèrent manifestement les deux gouvernements coréens - contrairement au désir profond de leurs propres administrés -, comme les puissances extérieures intéressées à la question. Il ne serait d'ailleurs guère possible de supprimer la NNSC sans une refonte de l'accord d'armistice ou son remplacement par un autre instrument juridique. Notre rôle à Panmunjom nous vaut enfin un "goodwill" certain de la part de tous les acteurs du théâtre coréen: ces jours-ci, lors de mes visites d'adieux à Pyongyang (vice-ministre des affaires étrangères), à Kaesong ("Senior Members" de la KPA et des CPV) et à Séoul (ministres de la défense et des affaires étrangères, directeur de la "Defense Intelligence Agency", commandant en chef des forces américaines, généraux sud-coréens constellés d'étoiles, "Senior Member" UNC-MAC, etc), les louanges ont plu sur la NNSC et, en particulier, sur notre pays et sa contribution à la paix et à la détente par son engagement dans la commission. Bref, la participation de la Suisse à la NNSC peut être considérée comme "une bonne affaire"!

Nous l'avons vu, il n'est pas exclu que notre commission soit appelée à étendre le champ de ses activités, compte tenu de l'évolution qui se dessine et en raison du capital de confiance dont elle semble jouir dans tous les milieux; il me paraît donc important que l'administration fédérale soit prête en tous temps à examiner les propositions que pourraient avancer conjointement les deux côtés de la MAC ou les gouvernements respectifs des deux Corées (on rappellera à cet égard la demande unilatérale formulée par Pyongyang en 1988 de confier à des troupes des pays de la NNSC le soin de patrouiller la DMZ, proposition que Berne serait prête à étudier, à la condition qu'elle soit aussi appuyée par le Sud). Dans cette attente, il serait également vivement souhaitable que ma délégation, avec son effectif et sa mission actuels, puisse au moins disposer des moyens en personnel qualifié et matériels indispensables à l'exécution des tâches qui lui sont aujourd'hui dévolues: un niveau plus élevé de préparation à toute éventualité devrait être atteint, afin de faciliter, le cas échéant, une transition vers d'autres champs d'activités en accord avec la volonté exprimée par le Conseil fédéral d'accroître de façon substantielle la contribution de notre pays aux opérations de maintien de la paix dans le monde. Un examen approfondi d'une éventuelle intégration de la NNSC dans la nouvelle structure mise en place au sein de l'administration fédérale pour ce genre d'opérations me paraît nécessaire.

Je ne reviendrai pas sur les activités au jour le jour de ma délégation au cours des 37 derniers mois, nos rapports hebdomadaires vous ayant abondamment renseignés à ce sujet.

Nos relations avec l'ambassade de Suisse à Séoul, la colonie suisse, le corps diplomatique, les milieux politiques, d'affaires et culturels sud-coréens et étrangers, ainsi qu'avec la presse, peuvent qualifiées d'excellentes. Elles ont

été multiples et variées: le chef de la délégation et, dans une moindre mesure son adjoint (la personnalité de ce dernier étant l'élément déterminant), ont accès non seulement aux milieux militaires, mais aussi à la vie diplomatique, politique et des affaires en Corée du Sud (ce qui n'est malheureusement pas le cas en Corée du Nord où nos contacts sont au contraire fort limités par la nature du système), donc jouissent d'une position privilégiée. De très nombreux visiteurs se sont rendus au camp suisse de Panmunjom - 780 pour la seule année 1989 selon notre statistique -; parmi eux, M. Kurt Furgler, le vice premier-ministre australien, Bowen, le ministre britannique de la défense, Younger, de très nombreux officiers généraux américains, coréens, britanniques, canadien, omani, saoudien, ouest-allemand, turc, des officiers supérieurs d'une bonne vingtaine de pays, des parlementaires, politiciens, hauts fonctionnaires et ambassadeurs accrédités à Séoul d'une trentaine de nationalités, des délégués du CICR, des journalistes suisses et étrangers en grand nombre, notamment à l'époque des Jeux olympiques de Séoul, des hommes d'affaires (ma délégation a organisé, d'entente avec l'ambassade, 2 "Swiss Business lunches" à Panmunjom pendant la période considérée), des artistes suisses, coréens et étrangers, des hommes d'église, des professeurs, des architectes, des avocats, des athlètes et officiels lors des JO et des "Paralympics" (octobre 1988), etc. Chaque année, ma délégation a offert une réception à l'occasion de notre fête nationale, à laquelle ont régulièrement pris part plus de 160 invités; toutes ces visites ont donné au soussigné ou, en son absence, à son remplaçant, l'occasion d'expliquer ce que nous faisons à Panmunjom: une bonne opération de relations publiques...

S'agissant de la Corée du Nord, mes tentatives répétées d'entrer en contact avec les milieux gouvernementaux et de l'administration civile et militaire n'ont en revanche guère été couronnées de succès; mes collègues tchèque et polonais étant au "même tarif", cela apporte une forme de consolation; à Pyongyang, j'ai rencontré deux fois seulement en trois ans le vice-ministre des AE, Chon Il Chon, et à quatre ou cinq reprises l'ambassadeur Choe U Jin, jusqu'ici chef du bureau de la réunification du MAE et qui sera l'un des 7 membres de la délégation nord-coréenne à la rencontre entre les premiers-ministres des deux Corées à Séoul, du 4 au 7 septembre; des militaires autres que ceux attachés à la KPA-MAC, point.

En Chine, j'ai pu m'entretenir avec quelques généraux et hauts fonctionnaires du MAE lors de mes deux voyages de service dans ce pays; les Chinois affirment apprécier grandement le rôle de la NNSC; je vous prie de vous référer à mes rapports à ce sujet.

DEUXIEME PARTIE

1. PERSONNEL DE LA DELEGATION SUISSE

Notre délégation est forte de 6 officiers suisses qui, pour la durée de leur mission, reçoivent un grade militaire supérieur à leur rang véritable. Actuellement, sa composition est la suivante:

Chef de la délégation ("Swiss Member"): divisionnaire, grade équivalent à celui de "major-general" - deux étoiles - dans les armées américaine et sud-coréenne;

Remplaçant ("Alternate Member"): colonel

Secrétaire de la délégation ("Secretary"): capitaine

Quartier-maître, chef de chancellerie et chef de camp: tous trois capitaines;

Considérant le cloisonnement des grades dans l'armée US et notamment le fait que seuls les capitaines et au-dessus ont un droit de signature sur les innombrables papiers concernant directement la logistique du camp suisse à Panmunjom, il est heureux que l'Office fédéral de l'adjudance ait accepté ma proposition que tous les officiers de ma délégation soient au moins capitaines pendant la durée de leur séjour en Corée.

Avant d'aller plus loin dans l'examen détaillé de certains aspects relatifs au personnel, une petite statistique: au cours des 37 mois écoulés, j'ai connu quatre "Alternates", quatre "Secretaries", quatre QM, quatre chefs de chancellerie et deux chefs de camp: le premier de mes QM étant devenu "Secretary", cela fait un total de 17 personnes... Ceci ne constitue pas un problème avec le chef de camp, puisque son contrat avec l'OFADJ est de trois ans. Pour tous les autres, en revanche, leur engagement est généralement d'un an, prolongeable et dans la majorité des cas prolongé de quelques mois. Chaque officier a droit sur une base annuelle à quatre semaines de vacances (plus une semaine pour ceux qui se sont mariés pendant leur séjour, ainsi qu'une semaine supplémentaire de congé de paternité pour celui qui s'est non seulement marié, mais a eu un enfant), à quoi viennent s'ajouter pour chacun une quinzaine de jours fériés (comme pour le personnel de l'ambassade à Séoul) et une douzaine de jours ouvrables de congé pour compenser leur service de garde pendant les week-ends et les jours fériés; dans ce tableau, le chef de la délégation reste à l'écart, car soumis au régime du DFAE. Ainsi, la délégation suisse a très rarement son effectif complet; de plus, la rapide rotation du personnel et le temps nécessaire à la mise au courant des nouveaux venus ont un impact négatif sur l'efficacité et le rendement.

Dans de telles conditions, la délégation devrait au moins pouvoir compter sur des officiers compétents, dévoués et constamment prêt à faire des heures supplémentaires, non compensables celles-ci; de plus, avec le système des remplacements pendant les absences, chacun doit aussi être en mesure d'effectuer les tâches inscrites au cahier des charges d'un, voire de deux de ses camarades: l'"Alternate", par exemple, doit pouvoir remplacer le chef de délégation et le "Secretary"; le QM le chef de chancellerie et le chef de camp. Enfin, chaque officier devrait maîtriser l'anglais écrit et parlé.

Pendant la durée de ma mission, je n'ai heureusement pas eu de problèmes trop aigus avec les jeunes officiers, qui ont tous plus ou moins bien satisfait aux exigences minimales énumérées ci-dessus. Pour ma part, j'aurais bien entendu

apprécié d'avoir un chef de chancellerie capable de rédiger et de dactylographier en français - ce qui n'a hélas pas été le cas avec les trois derniers titulaires du poste -, me déchargeant de l'obligation de taper à la machine la plupart de mes rapports moi-même, celui-ci compris, et me dispensant de celle de me procurer à mes frais une machine de traitement de textes.

En revanche, les critères de recrutement des "Alternates" restent pour moi un mystère, surtout en ce qui concerne l'actuel et son prédécesseur: je serais en droit d'avoir, me semble-t-il, un collaborateur direct faisant preuve d'un minimum de sens politique et des nuances, de discrétion, d'une connaissance de base, avant son entrée en fonction, de l'histoire et de la situation dans la péninsule, du jeu des parties en présence, du travail, du rôle, des possibilités et des limites de la NNSC, de la notion de neutralité, de la langue anglaise... Bref, à ces deux personnes certes très gentilles et pleines de bonne volonté, mais particulièrement mal qualifiées et incompetentes pour ce "job", j'aurais préféré des collaborateurs sur lesquels je puisse compter; trop souvent, j'ai dû limiter les dégâts de leurs déclarations imprudentes; plus grave encore, leurs insuffisances n'ont échappé ni à leurs homologues des autres délégations, suédois en tête, ni aux autres membres de toute la NNSC et de la MAC; au sein de ma délégation, ils ne sont de ce fait jamais parvenus à affirmer l'autorité de leur fonction vis-à-vis des jeunes officiers, ce qui a causé nombre de frictions parfois très désagréables pour eux, comme pour moi lorsque m'échait le pénible devoir d'arbitrer. Les méthodes de recrutement des "Alternates" doivent absolument changer; comme je l'ai laissé entendre dans la première partie de ce texte, le rôle de la NNSC pourrait évoluer, ce qui accentue encore la nécessité d'un bon choix de l'"Alternate". Je suis bien conscient que le candidat idéal ne court pas les rues: il n'est pas facile de trouver une personnalité de 40 à 55 ans environ, prête à prendre un risque professionnel si elle relève du secteur privé, comme à accepter, le cas échéant, d'être séparé de sa famille, tant les conditions de logement à Séoul restent inadéquates à cet égard (voir plus loin). Ne devrait-on pas en conséquences procéder au recrutement par voie d'annonces dans la presse, ne devrait-on pas envisager aussi une sélection au sein de l'administration fédérale, ne devrait-on pas reconsidérer la question du logement de l'"Alternate" à Séoul dans le but d'offrir des conditions décentes pour une famille, élargissant ainsi l'éventail des candidatures possibles, ne devrait-on pas être plus souple sur le "background" militaire suisse des titulaires potentiels de ce poste, ne devrait-on pas enfin prévoir un contrat de plus longue durée? D'avance, je vous remercie de bien vouloir étudier ces propositions, qui pourraient aussi, en partie, concerner le recrutement du "Secretary", pour le choix du candidat le mieux qualifié.

2. ASPECTS MATERIELS

Soutien logistique de l'Office fédéral de l'adjudance

D'une manière générale, je considère que ce soutien a été satisfaisant: malgré d'importants retards, nos demandes essentielles ont été ou sont en cours de réalisation. Avec l'effectif réduit de ma délégation, toute possibilité de rationalisation du travail est en effet la bienvenue.

L'équipement du bureau vient enfin d'être complété par une machine de traitement de textes compatible avec celle de l'ambassade, qui allègera sensiblement le travail souvent répétitif du chef de chancellerie et facilitera aussi la tâche de notre mission diplomatique à Séoul, notamment pour la mise sur bande de nos téléx. Dans ce même contexte, le système FAX que l'on nous a

promis constituera une remarquable amélioration (voir plus loin sous la rubrique "communications et transports").

Pour nos loisirs dans la solitude de Panmunjom, l'OFADJ a autorisé en 1988 l'achat d'un système TV-vidéo et a accordé en 1990 un crédit pour l'achat de livres pour notre bibliothèque; un grand merci!

La situation est beaucoup moins satisfaisante en ce qui concerne le **crédit pour les frais de représentation**, qui dépassent systématiquement l'allocation de 13'000 dollars annuels, bien que nous efforcions de les limiter au maximum. Ces trois dernières années, le coût de la vie a augmenté de façon spectaculaire en Corée, surtout depuis les Jeux olympiques, les cours de change ont évolué dans un sens très défavorable au dollar américain, la "résidence" du chef de la délégation à Séoul ne permet pas plus que par le passé d'y remplir ses devoirs de représentation, etc. L'allocation, elle, n'a pas changé depuis plus de quatre ans; il est donc grand temps de l'adapter aux circonstances actuelles et de donner à cette délégation les moyens de la politique du Conseil fédéral pour les bons offices de la Suisse et les opérations de maintien de la paix dans le monde. Actuellement, le chef de la délégation se trouve trop souvent dans la désagréable situation de ne pas être en mesure de rendre les invitations qu'il a reçues...

S'agissant des **uniformes**, un essai concluant, je crois, a été réalisé avec le tissu d'été "Fresco". Il serait opportun de faire tailler les uniformes d'été dans ce matériel, voire dans un tissu encore plus léger. Des chemises blanches à manches courtes portées sans cravatte seraient également très appréciées lors de réceptions un peu plus "habillées" pendant les grandes chaleurs.

L'introduction récente du **passport diplomatique** pour tous les officiers de la délégation est une innovation bienvenue, de même que le départ en avion depuis la Suisse et la journée supplémentaire de repos pendant le voyage-aller.

La "**Seesendung**" est, comme par le passé, satisfaisante, pour autant que nos commandes soient respectées au mieux des possibilités et délais.

L'**équipement des logements** du chef de la délégation et de l'"Alternate" à Yongsan devrait être amélioré et complété en ce qui concerne la vaisselle et les ustensiles de cuisine (voir la rubrique "logement à Séoul" ci-dessous).

Soutien logistique du Département fédéral des affaires étrangères

La transmission du **courrier et d'autres messages** a fonctionné de façon remarquable pendant la période considérée, grâce à l'excellent esprit de collaboration de notre ambassade à Séoul, que nous avons trop souvent mise à contribution. De même, nous avons toujours pu compter sur ses services pour des **importations en franchise**, pour l'organisation de certaines grandes invitations à Panmunjom et à Séoul, pour l'exécution rapide et efficace des diverses formalités (passeports, mariage, etc.) pour les membres de la délégation. Je tiens à adresser ici à l'Ambassadeur et à ses collaborateurs l'expression de notre plus vive gratitude.

Le DFAE a octroyé en 1989 un **véhicule de service**, un minibus, à l'ambassade, avec la possibilité pour ma délégation de l'utiliser sous certaines conditions. Jusqu'ici, nous n'en avons fait qu'une seule fois usage, un jour que les Américains avaient fermé les routes à la circulation de leurs véhicules militaires à cause d'une chute de neige. Sans ce minibus, nous aurions tous été bloqués à Panmunjom.

Une question de détail reste cependant à régler entre le DFAE et l'OFADJ, celle du transport des effets personnels du chef de la délégation suisse à Panmunjom et de son épouse: le déménagement par voie de surface ne devrait pas être adressé à l'ambassade de Suisse à Séoul, mais directement à la NNSC via les facilités portuaires des Américains à Pusan: en effet, ni l'un ni l'autre ne figurent sur la liste diplomatique du MAE sud-coréen, puisque la délégation suisse ne réside pas officiellement en Corée du Sud, mais dans la DMZ exclusivement sous administration du UNC; notre délégation, en revanche, bénéficie du statut "SOFA" (Statute of Forces Agreement) entre la Corée du Sud et les USA, donc de la même franchise douanière que les Américains.

Concernant le chef de la délégation lui-même, les "travel orders" américains sont très restrictifs en matière de poids et cubage: l'800 "pounds" selon la réglementation en vigueur lui sont allouées pour son déménagement par voie de surface, ce qui est manifestement insuffisant, sachant que son logement dans la base de Yongsan est équipé de façon rudimentaire et particulièrement laide; s'il est accompagné de sa famille, qui, elle, réside la plupart du temps dans ce bungalow, il est ainsi nécessaire qu'il achète ou importe meubles et bibelots pour l'améliorer. La question du frêt aérien reste aussi à régler, puisque les Américains ne paient rien à cet égard; j'apprécierais que le DFAE et l'OFADJ coordonnent leur position à ce sujet avec une réglementation adaptée à ces circonstances particulières.

Soutien logistique de Swissair

Grâce aux excellentes relations que nous entretenons avec la direction de Swissair à Séoul, cette compagnie nous a généreusement offert le transport gratuit de certaines marchandises achetées à Hong-Kong (denrées alimentaires, appareils électro-ménagers comme TV, vidéo, etc.)

Soutien logistique des Américains

En guise de remarque préliminaire, je rappelle que les Américains semblent décidés à confier progressivement aux Sud-Coréens la responsabilité et le sécurité dans la JSA, y compris "Camp Bonifas", le camp américain avancé juste en bordure de la DMZ; ce transfert pourrait commencer déjà vers la fin de cette année; il aura probablement des incidences sur la logistique de la délégation; de plus, le déménagement de la base de Yongsan vers une destination qui n'est pas encore connue, mais qui sera sans doute assez éloignée de la capitale en direction du Sud, aura probablement lieu dans 4 ou 5 ans; si les délégations suisse et suédoise à la NNSC existent encore à cette époque, la question de leur relogement à Séoul sera à l'ordre du jour (voir ci-dessous la rubrique "logement à Séoul").

Au cours des trois dernières années, d'importants travaux ont été effectués au **camp suisse à Panmunjom**: les bureaux, les chambres des jeunes officiers, la "blue house" (maison de l'"Alternate" et "guest house") et la "red house" (bungalow du chef de la délégation) ont été entièrement rénovés; ils en avaient besoin... Le réseau de canalisations pour l'écoulement des eaux de pluie a été reconstruit avec une capacité accrue: révolu^é l'époque des eaux stagnantes, paradis des moustiques, pendant la mousson d'été; les lignes téléphoniques ont été renouvelées et enterrées; le réseau de distribution d'électricité a été refait, des poteaux en ciment remplaçant les anciens en bois; les terrains de tennis et de badminton ont été entièrement refaits; les routes d'accès et à l'intérieur du camp ont été réasphaltées; divers travaux de terrassement ont

été effectués; la cuisine commune suisse et suédoise a reçu quelques nouveaux équipements, réfrigérateurs, chauffe-plats, fritteuse, etc; un nouveau sauna a été installé dans le local de toilettes et douches attenant au logement des jeunes officiers; les génératrices de secours et la "water treatment plant" ont subi une révision complète. Si la plupart des travaux énumérés ci-dessus ont été réalisés par des entreprises coréennes sous contrat des Américains, c'est en revanche une unité du génie US qui a remplacé l'ancien "yellow bridge" conduisant de notre camp à la JSA par une construction plus solide, aujourd'hui peinte en bleu.

Nous avons quelque peu souffert de dépassements importants des délais impartis pour les transformations et rénovations, de même que des "maladies de jeunesse" des nouveaux systèmes de chauffage et de climatisation des logements et bureaux; aujourd'hui, tout semble fonctionner de façon très satisfaisante, notre camp a bonne allure et a nettement gagné en confort.

Au total, les Américains ont dû dépenser quelques centaines de milliers de dollars pour l'ensemble de ces travaux; avec les restrictions budgétaires qui frappent désormais le Département US de la défense également, il est peu probable que la rénovation prévue du "Club suisse", du "mess hall" et d'autres bâtiments, logements des employés coréens, magasins, etc, soit entreprise dans un avenir prévisible.

Dans le domaine des **communications et transports**, les liaisons téléphoniques du camp ont été nettement améliorées depuis 1988: la plupart de nos appareils militaires peuvent maintenant être automatiquement branchés sur le réseau commercial sans l'intermédiaire d'un opérateur, mais uniquement pour Séoul et environs immédiats; si nous n'avons toujours pas le droit de téléphoner à l'étranger autrement qu'en PCV, nous pouvons en revanche être appelés directement de partout; s'agissant de nos communications avec la Suisse, ce dernier obstacle sera levé avec la mise en service prochaine, espérons-nous, du système FAX qui sera relié, lui, uniquement au réseau commercial coréen: une ligne nous a été accordée à cet effet.

Les liaisons téléphoniques avec l'ambassade fonctionnent de façon très satisfaisantes; en 1988, la délégation suédoise a installé dans son camp un système autonome et performant de transmission par radio-télescripteur, avec chiffre. En cas de nécessité, nous pourrions aussi l'utiliser. Dans ces conditions, le besoin d'avoir notre propre liaison par radio avec notre ambassade n'existe plus; les essais effectués en 1988 et 1989 avec nos petits appareils portatifs militaires n'ont d'ailleurs jamais été concluants.

Dans le secteur des transports, la situation est en revanche assez mauvaise; les véhicules mis à notre disposition par "Camp Bonifas" sont généralement dans un état déplorable et les espoirs d'en recevoir des neufs quasi-nuls à l'heure actuelle. Que retards et pannes ne soient pas plus nombreux, cela relève du miracle permanent... Il convient cependant de noter ici que les trois dernières années se sont passées sans accident sérieux pour les membres de la délégation, ce que l'on peut mettre au crédit de la prudence et de la sobriété de nos jeunes chauffeurs américains.

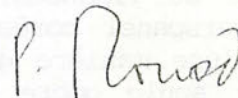
En matière de **finances**, la complexité du système américain et des divers budgets (personnel coréen, nourriture, fournitures, etc) du camp suisse me dépasse. D'une manière générale, les choses se sont bien passées jusqu'ici à cet égard; seule ombre au tableau, les réductions obligatoires d'heures de travail, donc des salaires, qui viennent d'être imposées au personnel coréen, qui, soit dit en passant, nous donne généralement satisfaction. La plupart de

nos employés coréens sont à notre service depuis 25 ans ou plus, certains même depuis 35 ans.

Comme dans le passé, la sécurité du camp est assurée avec une certaine discrétion, mais avec efficacité; les faits et gestes de chacun d'entre nous étant étroitement suivis, nous sommes en droit de croire que les alentours font aussi l'objet d'une vigilance permanente. Pendant la période considérée, nous n'avons pas eu de problèmes de sécurité; je n'ai pas non plus eu connaissance de vols ou de larcins.

S'agissant des logements à Séoul, certaines améliorations cosmétiques ont été apportées à celui du chef de la délégation (réfection de la cuisine et de la salle de bains, rideaux, peinture, etc), mais il reste minuscule avec ses 70 mètres carrés et inadéquat pour la représentation. Le bungalow de l'"Alternate" a également été retapé en 1988; en revanche, les autres "bachelor officers quaters (BOQ)", sont toujours aussi minables. L'allocation des BOQ pour notre délégation n'a pas été modifiée. Actuellement, deux officiers de ma délégation ont choisi de louer un appartement en ville pour des raisons qui leur sont propres: l'un est installé dans une villa coréenne, sans véritable garantie de continuité dans la location; l'autre, le cpt Mayer, a loué un joli appartement moderne (deux chambres, cuisine et hall) dans un grand immeuble, bien situé et de toute sécurité, "Namsan Village", habité en majorité par des étrangers, dont 4 des 7 membres de la délégation suédoise à la NNSC; c'est le gouvernement suédois qui paie leur loyer; celui-ci, d'environ l'100 dollars par mois, est très modéré en regard des prix généralement pratiqués à Séoul. En vue du déménagement de la base de Yongsan vers 1995, il serait à mon sens indiqué de garder cet appartement après le départ du cpt Mayer, d'abord parce que nous avons maintenant un pied dans la place, ce qui pourrait se révéler fort utile le jour où nous devons évacuer Yongsan, et ensuite parce que cet appartement convient pour un couple, voire une famille avec un petit enfant, ce qui pourrait alléger les problèmes de recrutement de l'OFADJ. C'est pourquoi je vous prie d'examiner la possibilité de louer cet appartement de manière permanente dès maintenant.

Dans la même optique du déménagement de Yongsan et de la pérennité de la NNSC, je vous suggère d'étudier parallèlement la suggestion suivante: il est possible que la résidence de l'ambassadeur de Suisse à Séoul, bâtiment qui appartient à la Confédération, soit transférée un jour ou l'autre dans un meilleur quartier de la ville; la villa actuelle ne pourrait-elle pas, le cas échéant, servir de logement à Séoul pour le chef de la délégation et sa famille? Comme elle est d'imposantes dimensions, l'aménagement de quelques studios pour les autres officiers de la délégation est aussi envisageable. Une vision à moyen terme permettrait d'aplanir d'ores et déjà les difficultés qui ne manqueront pas de se présenter lorsque nous devons quitter Yongsan. Sans possibilités adéquates de logement à Séoul, à moins d'engloutir des sommes considérables en frais d'hôtel (l'époque des chambres à quelques dollars au "Walker Hill" est définitivement révolue), le recrutement des personnes qualifiées pour la délégation suisse deviendra vraiment difficile.



P. Monod

Neutral Nations Supervisory Commission
for Korea

SWISS DELEGATION

Panmunjom, le 7 septembre 1990

CONFIDENTIEL

an	CFR	Ac			e/a
Retour	19.9				
Visa	Ch				m
EDA	19 SEP. 1990				
Ref.	p. B. 73. Corée. O. I. (36)				

Monsieur le Colonel A. Kaufmann
Chef de la section K/S/R
Office fédéral de l'adjudance
3003 B e r n e

Mon Colonel et cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint mon rapport final sur ma mission à Panmunjom. Vous recevrez prochainement une note rédigée par le cpt Neuenschwander sur les visites et entretiens de M. Sandoz et du soussigné pendant les deux semaines de remise-reprise de la direction de la délégation suisse à la NNSC, de même qu'un rapport intermédiaire sur le premier round de discussions entre les premiers-ministres des deux Corées, qui s'est déroulé à Séoul du 4 au 7 septembre comme prévu (voir page 5 du rapport). Je vous signale enfin que les KPA/CPV et l'UNC ont accepté mon invitation à un déjeuner d'adieux au camp suisse de Panmunjom le 11 septembre (voir page 14 du rapport), un nouveau signe encourageant.

Veuillez agréer, mon Colonel et cher Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de la délégation

P. Monod

Copie de ce rapport a été envoyée à:

DMF:

M. le Conseiller fédéral Villiger
M. le Divisionnaire Husi, directeur
de l'OFADJ
Etat-major général, gr. renseignements
et sécurité

M. Bernard Sandoz, chef de la
délégation suisse à la NNSC

DFAE:

M. le Conseiller fédéral Felber
M. le Secrétaire d'Etat Jacobi
Direction politique II
Direction politique III
Direction politique I
Secrétariat politique
Direction des organisations internat.
Direction du droit internat. public
Direction admin. et du service ext.
Secrétariat général
Ambassades de Suisse à Séoul
- Beijing
- Tokyo
- Washington